

Atelier Juriconnexion

7 avril 2015

Droit de l'Union européenne

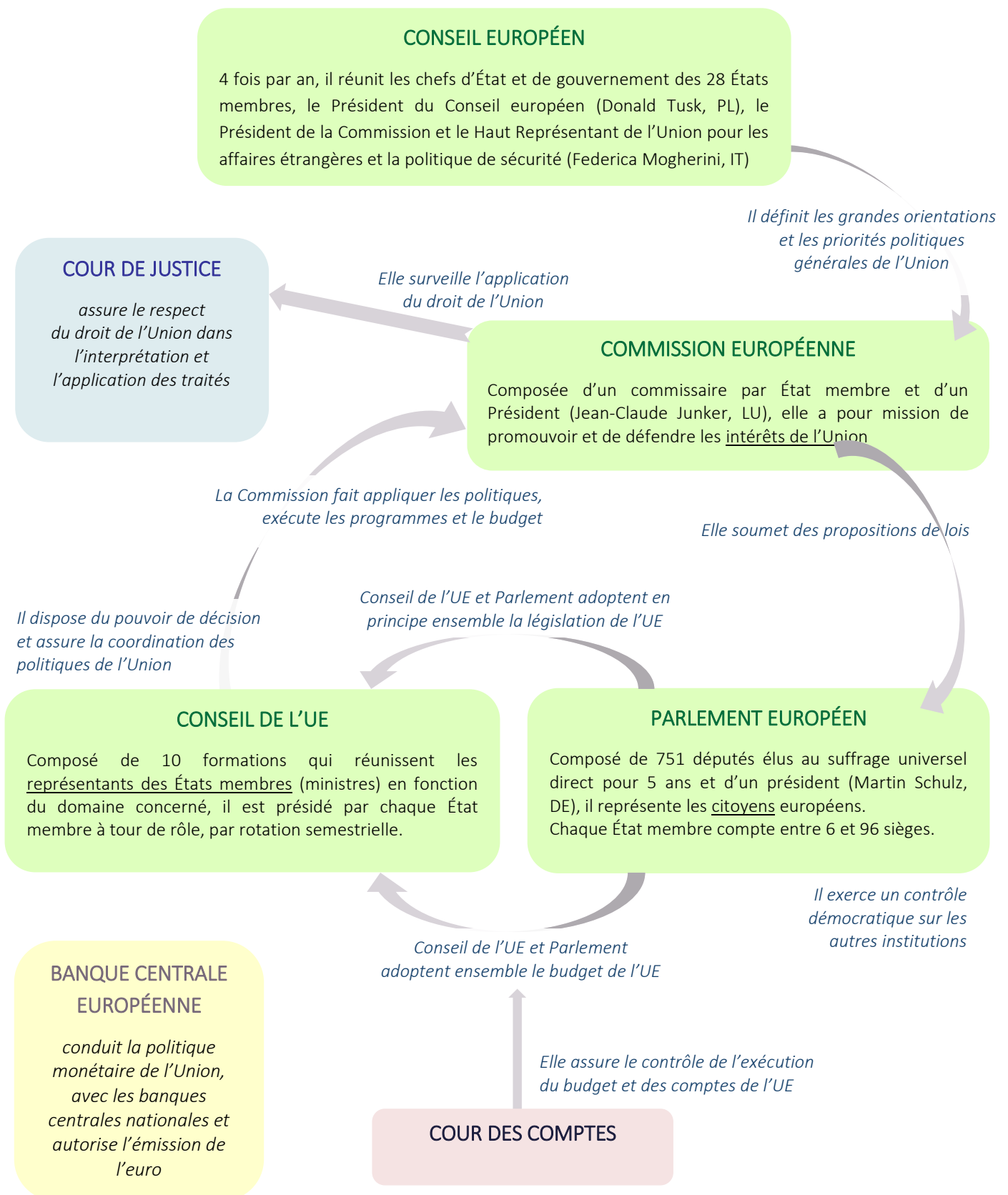
Les institutions de l'Union européenne

Leurs rôles, leurs interactions, leurs actes

Cour de justice de l'Union européenne

1 | Les institutions de l'Union européenne

Les **INSTITUTIONS** sont les structures politiques et sociales qui régissent l'Union européenne, conformément aux traités. Elles sont au nombre de sept :



Conseil européen

(Institution européenne comprenant notamment les chefs d'État et de gouvernement des 28)

Conseil de l'UE

(Institution européenne représentant les États membres, au niveau ministériel)

Cour de justice de l'UE (CJUE)

(Institution juridictionnelle de l'UE)

≠

Conseil de l'Europe

(Organisation internationale de
47 États signataires de la Convention EDH
+ 6 États ayant qualité d'observateurs)

- étrangère à l'UE -

≠

Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)

(Juridiction émanant du Conseil de l'Europe et
assurant le respect de la Convention EDH)

- étrangère à l'UE -

Les sources originaires : LE DROIT PRIMAIRE

= règles qui définissent le cadre du fonctionnement de l'Union, les règles de répartition des compétences entre l'Union et les États membres, les pouvoirs des institutions etc.

- Les traités « fondateurs » (Paris, Rome, Maastricht) et modificatifs (Acte unique européen, Amsterdam, Nice, Lisbonne)
- La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- Les traités d'adhésion...

Les sources de droit dérivé : LE « DROIT DÉRIVÉ »

= règles émanant des institutions et prises en application du droit primaire. Il existe des actes juridiques bilatéraux (ex : accord entre l'UE et des pays tiers) et des actes unilatéraux. Parmi les actes unilatéraux, on distingue :

ACTES PRÉVUS PAR LE TFUE (article 288)

ACTES CONTRAIGNANTS

- Règlements
- Directives
- Décisions

ACTES NON CONTRAIGNANTS

- Avis
- Recommandations

AUTRES ACTES

- Règlements intérieurs et de procédure
- Communications, livres blancs/verts de la Commission
- Résolutions...

LES SOURCES SUBSIDIAIRES (non prévues par les traités)

- la jurisprudence de la Cour, les principes généraux du droit, le droit international, les coutumes et usages...

3 | Les actes juridiques unilatéraux contraignants de l'Union européenne

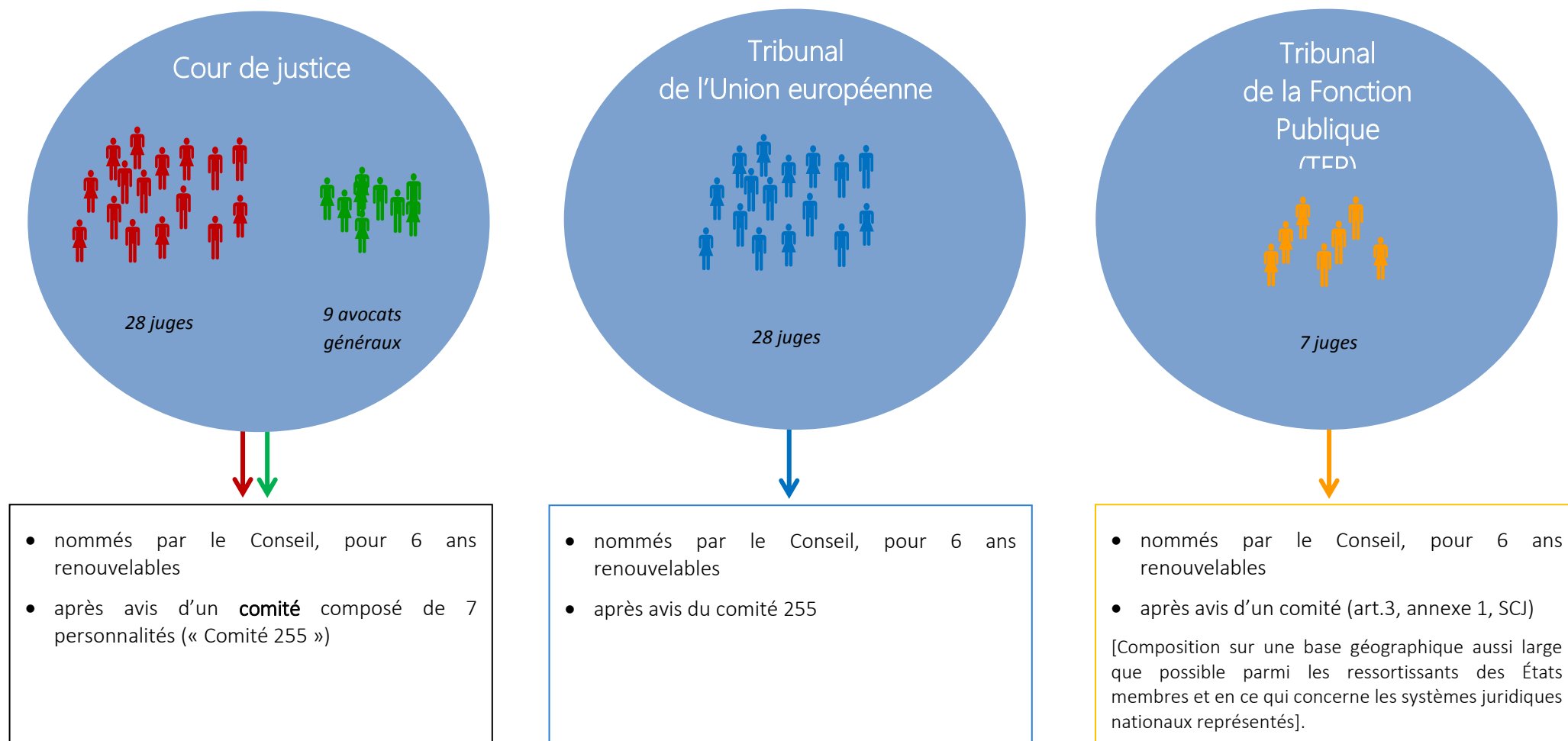
Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) prévoit plusieurs types d'actes juridiques contraignants, c'est-à-dire des textes normatifs dont l'inobservation peut être sanctionnée. Il s'agit des actes suivants* :

	RÈGLEMENT	DIRECTIVE	DÉCISION
<i>A qui est-il adressé ?</i>	Tout le monde (États membres, personnes publiques et privées)	Un, plusieurs ou tous les États membres	Un ou plusieurs destinataires limités, désignés ou identifiables (Ex : un État membre, une société...)
<i>Que prévoit-il ?</i>	Des objectifs à atteindre et des règles de portée générale pour les atteindre (obligatoires pour tous)	Des objectifs à atteindre pour le(s) État(s) membre(s)... ... qui ont le choix des moyens, des règles et de la forme pour les mettre en œuvre	des règles obligatoires pour le(s) destinataire(s)
<i>Comment est-il communiqué ?</i>	Publication au JO	Publication au JO (en principe)	Notification au destinataire (en principe)
<i>Quels sont ses effets ?</i>	Il est directement applicable dans tous les États membres (sans que les États aient besoin de faire quoi que ce soit) Il peut être invoqué en justice immédiatement	☛ Elle ne produit pas d'effet directement ! Pour produire des effets, elle doit être « transposée », c'est-à-dire que l'État membre doit adopter une mesure (loi, décret etc.) mettant en œuvre les objectifs définis par la directive. La transposition doit intervenir dans un certain délai, prévu par la directive.	Elle produit ses effets directement et immédiatement et est donc obligatoire pour son destinataire.
<i>Exemples</i>	Règlement désignant, par exemple, le juge compétent en cas de divorce de conjoints de nationalité différente (Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003)	Directive sur le crédit à la consommation, qui renforce, par exemple, l'information et la protection de l'emprunteur (Directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008)	Décision de la Commission infligeant une amende de près de 500 millions d'euros à Microsoft pour violation des règles du droit de la concurrence (Décision C (2004) 900 de la Commission du 24 mai 2004, Affaire COMP/C-3/37.792 — Microsoft)

* Le tableau ci-dessus ne présente que les *grands principes* régissant ces actes.

4 | La Cour de justice de l'Union européenne : composition

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) « assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités ».
Elle comprend en réalité trois juridictions distinctes :



5 | Les différents recours devant la Cour de justice de l'UE

	RECOURS PRÉJUDICIELS	RECOURS DIRECTS
<i>Qui peut le former ?</i>	Une juridiction nationale (<i>juridiction de renvoi</i>), dans le cadre du litige national dont elle est saisie (<i>litige au principal</i>)	Un État membre ; une institution, une agence ou un organe de l'UE ; un particulier, une société, une association... (le <i>requérant</i>)
<i>Contre qui ?</i>	<u>Personne !</u> La procédure préjudicielle devant la Cour n'est pas contentieuse, il s'agit juste de répondre à une question.	Un autre État membre ; une institution, une agence ou un organe de l'UE ; un particulier, une société, une association... (le <i>défendeur</i>)
<i>Comment ?</i>	Par une décision de justice (jugement, arrêt ou ordonnance dit « <i>de renvoi</i> »), dans laquelle est posée la question préjudicielle	En formant un <i>recours</i> , c'est-à-dire en déposant un document appelé <i>requête</i> au greffe de la Cour, du Tribunal ou du TFP.
<i>Devant quelle juridiction ?</i>	La Cour de justice, <u>uniquement</u> (quel que soit le domaine, le défendeur, etc.)	<u>Cela dépend de la situation, du défendeur, du domaine ou du type de recours concernés :</u> 1. Cour de justice (ex : recours en manquement) 2. Tribunal de l'UE (ex : recours contre les décisions de l'OHMI) 3. Tribunal de la fonction publique (litiges entre UE et ses agents)
<i>Dans quel but ?</i>	Pour que la Cour : - interprète un point du droit de l'Union qui est incertain, ou - statue sur la validité d'un acte de l'Union ... qui pose une difficulté au juge national pour résoudre le litige dont il est saisi dans la <i>procédure au principal</i> .	- <i>Recours en annulation</i> : faire annuler un acte juridique d'une institution de l'UE (ex : décision de la Commission) - <i>Recours en carence</i> : faire condamner une institution de l'UE en cas d'inaction de sa part alors qu'elle aurait dû agir - <i>Recours en manquement</i> : faire condamner un État membre ayant violé le droit de l'UE (ex : non transposition d'une directive dans les délais) - <i>Recours en responsabilité extracontractuelle</i> : obtenir des dommages et intérêts en cas de dommage causé par une institution
<i>Différents types ?</i>	Un seul type de renvoi préjudiciel, mais la procédure peut être <i>classique</i> (délais normaux), <i>accélérée</i> ou <i>d'urgence</i> (PPU) selon le degré d'urgence de la situation.	
<i>Quels sont les effets du recours ?</i>	- La Cour rend une décision répondant à la question préjudicielle - Tous les juges nationaux de l'UE (dont la juridiction de renvoi) sont tenus d'appliquer cette solution si la même difficulté se présente à nouveau dans le futur - La Cour ne tranche pas le litige au principal ; c'est la juridiction de renvoi qui tranche, à partir de la réponse de la Cour.	Cela dépend du type de recours : - La Cour/Tribunal/TFP rend une décision (arrêt ou ordonnance) - Le défendeur est tenu de l'exécuter (ex : prendre des mesures pour transposer une directive, verser des dommages et intérêts, agir... etc.) - L'acte annulé disparaît, comme s'il n'avait jamais existé (ex. annulation d'une décision condamnant une société à une amende)

6 | La répartition des compétences devant les juridictions de la CJUE

